

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°31-2026-semaine du 14 septembre 2026

En bref

- ❖ **Inde** : L'Inde introduit des frais de traitement sur les paiements UPI ;
- ❖ **Pakistan** : Le Pakistan subit de plein fouet le choc énergétique ;
- ❖ **Bangladesh** : Moody's relève la perspective du Bangladesh à « stable », une lecture plus favorable que Fitch et S&P ;
- ❖ **Sri Lanka** : La croissance reste soutenue au deuxième trimestre 2026 ;
- ❖ **Népal** : Un plan en 21 points pour redynamiser le marché des capitaux.

À RETENIR

120 Mds USD

La valorisation prévisionnelle du
conglomérat Tata en cas d'IPO

Actualité macroéconomique

Reprise de l'inflation en août

Selon les données officielles du ministère des Statistiques, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation enregistre une troisième hausse consécutive à 4,8 %, contre 4,5 % en juillet, soit son niveau le plus élevé depuis l'introduction de la nouvelle méthodologie de calcul de l'inflation au détail en janvier qui se base désormais sur l'année 2024. L'inflation alimentaire est passée de 5,5 % en juillet à 6 % en août en glissement annuel, avec des tensions plus fortes dans les zones rurales, où l'inflation alimentaire a atteint 6,1 %, contre 5,6 % dans les zones urbaines. Quant à l'inflation des prix de gros, l'indicateur a également progressé à un rythme de 9,9 %, alors qu'elle était quasi nulle l'année dernière à la même période, sous l'effet de la hausse des prix dans les secteurs des carburants, de l'électricité ainsi que des produits manufacturés en lien avec la crise géopolitique et énergétique mondiale. Parmi les États indiens, le Telangana a enregistré le taux d'inflation global le plus élevé, à 6,3 %, devant le Tamil Nadu (5,9 %), le Madhya Pradesh (5,6 %), puis l'Andhra Pradesh et l'Odisha (5,5 % chacun).

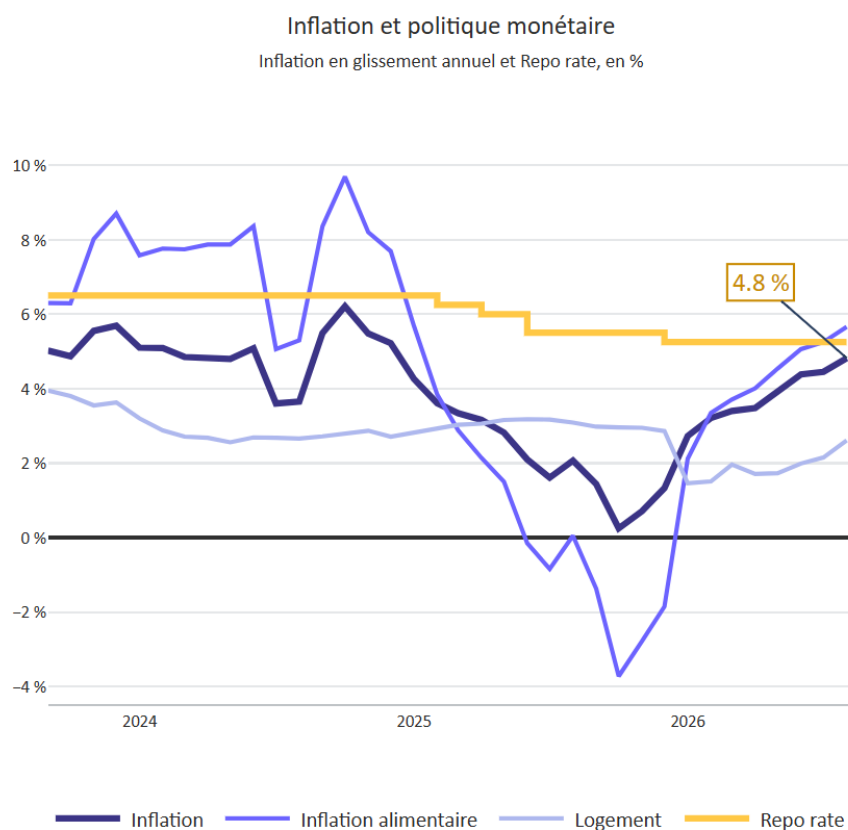


Figure 1 Source : RBI, DBIE

En lien avec le relèvement des taux de la Réserve Fédérale américaine (FED), et le rebond de l'inflation, tiré par l'inflation alimentaire et les prix de l'énergie, la plupart des économistes tablent désormais sur une remontée des taux directeurs lors du prochain comité de la politique monétaire (MPC) du 5 au 7 octobre. Pour rappel, la RBI dispose d'une bande de tolérance de +/- 2 points de pourcentage autour de 4%. Selon Upasna Bhardwaj, économiste en chef de Kotak Mahindra Bank, les mesures prises par

la RBI pour retirer l'excès de liquidité du système bancaire, combinées à un environnement mondial défavorable, laissent entrevoir la possibilité d'une hausse cumulée des taux de 50 à 75 points de base. Pour rappel, lors de sa réunion d'août, le MPC avait maintenu le taux directeur à 5,25 %.

[Economic Times](#)

La RBI pousse le conglomérat Tata sur la bourse indienne

En 2022, la RBI avait classifié le plus important des conglomérats indiens, Tata, en établissement financier non-bancaire (NBFC). Dans la lignée des efforts de transparence financière et de lutte contre le shadow banking lancés par la RBI, les NBFC sont forcées d'introduire une partie de leur capital en bourse. La désignation de NBFC concerne notamment les structures capitalistiques sous forme de holding, comme dans le cas de Tata qui regroupe notamment Air India, Jaguar Land Rover, Tata Consulting Services ou encore les thés Tetley.

Malgré l'opposition du conseil d'administration du groupe originaire de Mumbai, qui souhaite conserver le groupe hors des marchés publics, la demande de révision a été rejetée par la banque centrale. Par ailleurs, l'IPO jouit d'une certaine popularité auprès d'investisseurs minoritaires au sein de Tata qui y voient une opportunité de rendre leurs parts plus liquides. Cette potentielle IPO pourrait valoriser le groupe à environ 120 Mds USD. La décision de la RBI intervient alors que le groupe connaît des difficultés de gouvernance avec l'annonce de la part du président du conseil d'administration N. Chandrasekaran (en poste depuis plus de 9 ans) de sa volonté de ne pas se présenter à sa propre succession et fait face aux difficultés financières rencontrées par Air India (racheté par Tata en 2022). Le conglomérat pourrait cependant tenter de poursuivre le refus de la RBI sur le terrain légal avec cependant des chances relativement fines de succès d'après plusieurs observateurs.

[Financial Times](#)

Actualité sectorielle

L'Inde introduit des frais de traitement sur les paiements UPI au-delà de 22 dollars à compter du 15 octobre 2026

L'UPI (Unified Payments Interface) est le système de paiement instantané par mobile le plus utilisé en Inde, géré par la NPCI (National Payments Corporation of India), une entité à but non lucratif supervisée par la Banque centrale indienne (RBI). Lancé en 2016, l'UPI permet de transférer de l'argent directement entre comptes bancaires via un simple code QR ou un identifiant numérique, sans frais pour les utilisateurs. En août 2026, l'UPI a traité 24,51 milliards de transactions pour une valeur totale d'environ 299 Mds USD.

Le ministère des Finances a annoncé le 15 septembre 2026 l'introduction d'un Merchant Discount Rate (MDR), une commission de traitement prélevée sur les commerçants analogue aux frais d'interchange bancaire appliqués aux paiements par carte en France, sur certaines transactions UPI à compter du 15 octobre 2026. Ce dispositif avait été supprimé en 2020 pour encourager l'adoption des paiements numériques. Son rétablissement vise à assurer la viabilité financière à long terme de

l'écosystème UPI, dont les coûts opérationnels annuels sont estimés à environ 2,2 Mds USD.

Selon le cadre adopté, les transactions entre particuliers restent entièrement gratuites, quelle que soit la valeur. Les paiements à des commerçants inférieurs à 22 dollars demeurent également exemptés. Un MDR de 0,4 % s'appliquera aux transactions commerçantes supérieures à ce seuil, plafonné à 3,30 dollars pour les montants égaux ou supérieurs à 825 dollars. Des tarifs forfaitaires réduits de moins de 0,06 dollar par transaction sont prévus pour les secteurs essentiels à faibles marges (chemins de fer, assurance, carburant, télécommunications). Le gouvernement précise que ce MDR ne sera pas répercuté sur les consommateurs et qu'environ 96 % des transactions commerçantes ne seront pas concernées. Une partie des recettes (5 % des montants collectés) abondera un fonds dédié au soutien des petits commerçants et à l'expansion de l'UPI dans les zones rurales.

[En savoir plus](#) ; [En savoir plus](#)

L'Inde déploie une stratégie de sécurisation des approvisionnements en lithium

Face à une dépendance quasi totale aux importations de batteries lithium-ion (facture ayant dépassé 3 Mds USD en 2024-25), l'Inde diversifie ses approvisionnements. Le ministre des Mines, M. G. Kishan Reddy, a annoncé le 11 septembre, en marge du Global Summit on Advanced Materials, Critical Minerals & Metals de la CII, des négociations avec l'Australie et le Chili, ainsi que la recherche de cinq blocs supplémentaires en Argentine, en sus des cinq blocs déjà détenus par KABIL depuis un accord de 2024 consolidé par un MoU avec la province de Catamarca (février 2025).

Cette action publique est complétée par des initiatives privées : Altmin investit 200 M USD dans une raffinerie à Kakinada (Andhra Pradesh) ; Lohum a débuté l'extraction sur ses blocs zimbabwéens et prévoit un raffinage en Inde ; Attero prévoit d'étendre sa capacité de recyclage de batteries à 60 000 t/an ; NavPrakriti prépare ses premières importations de rebuts de batteries en octobre.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Pakistan

Actualité macroéconomique

Le Pakistan subit de plein fouet le choc énergétique

Les autorités éprouvent des difficultés croissantes à assurer la continuité de l'approvisionnement en GNL depuis l'interruption des livraisons qatariennes. La très forte hausse du coût des approvisionnements rend d'autant plus nécessaire la résorption de la dette circulaire (environ 11,2 Mds EUR) réclamée par le FMI. Près de 40 % de ce montant résulte de subventions à la consommation. Le gouvernement s'apprête donc à présenter aux services du Fonds un plan prévoyant notamment la mobilisation à hauteur de 23% des dividendes des entreprises pétrolières et de 7,5% des accises sur les huiles.

Devant la saturation des guichets permettant d'obtenir une réduction de 100 PKR (0,30 EUR) sur le litre d'essence pour les motocyclettes de plus de 15 ans et les voitures de plus de 20 ans, le Premier ministre a indiqué que le « retour à l'austérité » pourrait devenir nécessaires.

[The Dawn](#)

L'accélération de l'inflation conduit la Banque centrale à maintenir inchangé son principal taux directeur.

Les répercussions inflationnistes du conflit du golfe (IPC headline à 11,1% en août) ont conduit Le Comité de politique monétaire de la SBP à maintenir inchangé à 11,5% son principal taux directeur (taux cible médian du marché repo). Le dernier ajustement remontait au 27 avril dernier (+ 100 pb).

[The Dawn](#)

Actualité sectorielle

Le Pakistan appelle à l'ONU à un cadre unifié des actifs digitaux

Le Président de l'autorité de régulation des actifs virtuels (PVARA), intervenant en vidéoconférence à l'AG de l'ONU, a souligné le potentiel des jetons et des technologies de blockchain (*distributed ledger technologies*) pour les 1400 millions de personnes qui restent dans le monde en dehors du système bancaire. Il a également souligné la nécessité d'harmonisation internationale en la matière.

[The Dawn](#)

Le Pakistan accélère la négociation d'un contrat-cadre de livraison d'hydrocarbures avec le sultanat d'Oman.

Les autorités pakistanaïses ont activé d'urgence un accord intergouvernemental signé en 2018 les négociations entamées en 2018 prévoyant l'ouverture de négociations entre OQ trading (aujourd'hui Oman Trading International) et Pakistan State Oil (PSO). Des discussions sur un contrat de livraison avaient eu lieu en 2021 et 2023. Le contrat aurait été validé par l'Economic Coordination Committee.

[Tribune](#)

Bangladesh

Actualité macroéconomique

Moody's relève la perspective du Bangladesh à « stable », une lecture plus favorable que Fitch et S&P

Moody's a révisé le 15 septembre la perspective de la note souveraine du Bangladesh à « stable », contre « négative » depuis novembre 2024, tout en maintenant la notation à B2. L'agence évoque une baisse du risque d'instabilité politique depuis les élections de février, ainsi qu'une position extérieure renforcée par la reconstitution des réserves de change, un régime de change plus flexible et des transferts de fonds record. Cette lecture se distingue de celle de ses deux concurrentes : Fitch et S&P Global ont au contraire dégradé leur perspective de « stable » à « négative » en mai et juin respectivement, invoquant la fragilité persistante du secteur bancaire, les risques liés à la volatilité des marchés énergétiques mondiaux et l'exposition du pays au conflit au Moyen-Orient.

Moody's projette une croissance du PIB de 4,3 % cette année fiscale, puis une accélération à environ 4,9 % à partir de 2027-28 : des chiffres nettement plus optimistes que ceux du FMI, qui anticipait en juillet une croissance limitée à 3,5 % en 2026-27 puis inférieure à 3 % à moyen terme en l'absence de réformes structurelles, dans le cadre des discussions en cours sur un nouveau programme d'appui financier. Moody's souligne néanmoins que les besoins de recapitalisation du secteur bancaire, estimés à environ 10 % du PIB, continueront de peser sur la confiance en l'absence d'une feuille de route crédible de résolution.

[The Daily Star](#)

Crise du secteur bancaire : une forte concentration des créances douteuses

Selon les dernières données de la Bangladesh Bank, les créances non performantes (NPL) du secteur bancaire atteignaient 6 060 milliards de takas fin juin, soit 30 % des encours bancaires. Mais ce chiffre agrégé masque une situation très inégale : 10 des 61 banques commerciales du pays concentrent à elles seules 72 % des créances non performantes du secteur, soit 4 395 milliards de takas.

Les trois plus gros contributeurs en valeur sont la Islami Bank Bangladesh (988 Mds de takas, 52 % de ses prêts), la Janata Bank (757 Mds de takas, 75 % de ses prêts) et EXIM Bank (380 Mds de takas, 71 % de ses prêts). Ensemble, ces trois établissements représentent plus du tiers de l'ensemble des créances non performantes du pays.

D'autres banques, plus petites en volume, affichent néanmoins des taux d'exposition extrêmes : First Security Islami Bank (97 % de prêts non performants), Union Bank (96 %) et Social Islami Bank (78 %).

[The Daily Star](#)

Actualité sectorielle

Crise énergétique : achat de 19 cargaisons de GNL auprès de TotalEnergies

Le Comité du Cabinet pour les affaires économiques a approuvé l'achat direct de 19 cargaisons de GNL auprès de TotalEnergies sur neuf mois (octobre 2026-juin 2027, à raison d'environ deux cargaisons par mois), à un prix indexé sur l'indice JKM + 0,06 USD/MMBtu. Le comité a également autorisé l'importation de cargaisons supplémentaires selon les besoins.

Cet achat s'inscrit dans une série de mesures d'urgence prises face aux perturbations des approvisionnements long terme en provenance du Qatar (principal fournisseur du pays), fortement affectés par le conflit au Moyen-Orient. D'autres cargaisons ont également été récemment achetées en urgence auprès de BP Singapour, d'Aramco Trading Singapour, de Vitol Asia et d'Aramco.

[The Daily Star](#)

Sri Lanka

Actualité macroéconomique

La croissance reste soutenue au deuxième trimestre 2026 :

L'économie sri-lankaise a enregistré une croissance de 4,2% en glissement annuel au deuxième trimestre 2026, à comparer à 5,1% au premier. L'activité a été principalement portée par l'industrie (+7,3%), et dans une moindre mesure par les services (+2,7%), tandis que l'agriculture recule de 2,3%, pénalisée notamment par une baisse de la production de riz, qui n'a pas été expliquée à ce stade.

[Department of Census & Statistics](#)

Actualité sectorielle

Les déséquilibres financiers persistent dans le secteur électrique après la restructuration de la CEB

La CEB, entreprise publique d'électricité, a enregistré une perte nette de 38,7 Mds LKR en 2025, après un bénéfice exceptionnel de 141,6 Mds LKR en 2024. Au premier trimestre 2026, la Public Utilities Commission of Sri Lanka a constaté un déficit de recouvrement des coûts du système électrique de 25,9 Mds LKR, sans annoncer encore le niveau des pertes opérationnelles. La restructuration de la CEB, effective depuis le 9 mars 2026, a transféré ses activités à six entités : dont Electricity Generation Lanka (EGL), Electricity Distribution Lanka (EDL), National Transmission Network Service Provider (NTNSP) et National System Operator (NSO). Si les comptes de ces nouvelles entités pour le deuxième trimestre n'ont pas encore été publiés, les données disponibles témoignent du maintien de tensions financières : la PUCSL estimait en mai à près de 20 Mds LKR le déficit prévisionnel de recouvrement des coûts au T2. Ces tensions ont notamment donné lieu à une révision tarifaire exceptionnelle en mai et à l'octroi d'une subvention publique de 15 Mds LKR au NSO.

[En savoir plus.](#)

La diffusion des usages numériques progresse mais les compétences restent limitées

Selon l'étude annuelle du Department of Census and Statistics (DCS) sur les compétences numériques, 62,4 % de la population âgée de 5 à 69 ans a utilisé internet en 2025, contre 54,6 % en 2024. La progression des usages numériques contraste avec un niveau de compétences informatiques plus limité : le taux de « *computer literacy* » atteint 39,2 %, contre 35,9 % en 2024, tandis que le taux de « *digital literacy* », qui inclut notamment l'usage des smartphones et tablettes, s'élève à 72 %. L'équipement informatique reste peu répandu : seuls 21,3 % des ménages disposent d'un ordinateur, avec de fortes disparités entre zones urbaines (37,8 %) et zones rurales (5,2 %). Le gouvernement entend s'appuyer sur cette progression pour développer l'économie numérique, avec l'objectif de porter le secteur des nouvelles technologies à 10 Mds USD de valeur ajoutée en 2030, contre environ 8 % du PIB actuellement. La *National Digital Economy Strategy 2030*, adoptée en 2024, prévoit notamment la création d'un National AI Center et d'une Digital Economic Authority. La stratégie prévoit également 1 Md USD d'investissements technologiques afin de parvenir à un accès généralisé au haut débit d'ici 2030.

[En savoir plus.](#)

Népal

Actualité macroéconomique

Un plan en 21 points pour redynamiser le marché des capitaux

Le ministère des finances népalais a révélé lundi un plan en 21 points pour redynamiser le marché des capitaux à la suite des crues de Bhotekoshi.

Le plan prévoit notamment de développer substantiellement le marché des obligations (dont obligations vertes) alors que le crédit commercial domine encore largement les canaux de financement. Il prévoit également une professionnalisation des fonds communs de placement, l'introduction d'un nouvel indice de référence sur le NEPSE (bourse népalaise), un régime fiscal assoupli sur les plus-values et une libéralisation de l'introduction en bourse. Le plan prend la forme d'un ensemble de réformes qui doivent s'étaler graduellement d'octobre 2026 à janvier 2027.

[Kathmandu Post](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Négative	B+	Négative	B+	Négative	D	C
Pakistan	B3	Stable	B	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Stable	-	-	CCC-	-	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>